



2023-2024



Premier bilan

de **mandat**



de **Karine Daniel**,
votre sénatrice de Loire-Atlantique



LES CHIFFRES CLÉS DE MON ACTION AU SÉNAT



205

AMENDEMENTS PORTÉS
EN COMMISSION ET SÉANCES PUBLIQUES
5 DONT JE SUIS LA PREMIÈRE SIGNATAIRE

— 2 —

QUESTIONS AU
GOUVERNEMENT
CRISE AGRICOLE ET FINANCES DES
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES



25 000

PARCOURUS DANS
LES 207 COMMUNES DU DÉPARTEMENT

— 5 —

QUESTIONS ÉCRITES



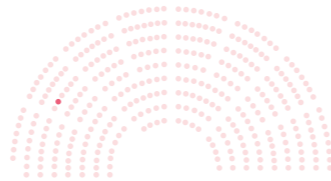
39

PROPOSITIONS DE LOI
& PROPOSITIONS DE
RÉSOLUTION AU NOM DE
LA COMMISSION DES AFFAIRES
EUROPÉENNES
2 DONT JE SUIS L'AUTEURE



— 5 —

STAGIAIRES
ACCUEILLIS



30

CÉRÉMONIES
DES VŒUX EN 2024



— 5 —

RAPPORTS



184

DÉPLACEMENTS
ET RENDEZ-VOUS
EN LOIRE-ATLANTIQUE

Mes fonctions

Depuis mon élection en octobre 2023, **je sié debate au groupe Socialiste, Écologiste et Républicain (SER)** du Sénat, premier groupe d'opposition avec 64 parlementaires. Nous travaillons en permanence avec les groupes écologistes et communistes.

Membre de la Commission de la Culture, de l'Éducation, de la Communication et des Sports, je suis nommée rapporteure pour

avis sur le budget Création et transmission des savoirs et démocratisation de la culture, des projets de Loi de finances 2024-2025.

Vice-présidente du groupe d'études Arts de la scène, arts de la rue et festivals en régions.

Membre de la Commission des affaires européennes au sein de laquelle je suis co-rapporteure sur la proposition de règlement de la Commission relative aux nouvelles

techniques génomiques pour l'agriculture et co-auteur du rapport sur les Universités européennes.

Membre de la Commission d'enquête sur l'impact du trafic en France et les mesures à prendre pour y remédier.

Membre du Comité de Surveillance des investissements d'avenir (CSIA).

Présidente du groupe d'amitié parlementaire France-Croatie.



Édito

En septembre 2023, les grands électeurs et les grandes électrices de notre département m'ont fait l'honneur de **m'élire sénatrice**.

Depuis, avec mon collègue Ronan Dantec, nous travaillons au quotidien pour mettre en œuvre les engagements pris par la liste de rassemblement **“Ensemble, engagés sur nos territoires”**.

Je vous adresse **le premier bilan annuel de mon activité parlementaire**, comme je m'y étais engagée. J'exerce ce mandat avec le souci permanent d'échanger et de porter les préoccupations des élus locaux et de nos concitoyens.

Ce fût une année parlementaire riche et mouvementée. Je suis fière, par exemple, d'avoir contribué à inscrire le droit à l'Interruption Volontaire de Grossesse dans la Constitution.

De nos nombreux échanges, je retiens votre engagement, votre capacité à inventer, à innover pour favoriser le vivre ensemble, le développement durable et équilibré de vos communes. Je mesure aussi les difficultés qu'impose chaque jour l'exercice des mandats locaux.

Cette année a été marquée par les élections européennes et législatives à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale décidée par le Président de la République, facteur de beaucoup d'instabilité politique mais aussi économique. Dans ce contexte, je tiens à saluer **l'implication des élus et des agents publics** qui se sont mobilisés pour l'organisation de ces élections.

Aujourd'hui, élus et agents doivent construire et proposer des budgets dans une situation de grande incertitude nationale.

Cette année se termine avec le drame qui touche de plein fouet Mayotte, c'est une véritable tragédie

qui frappe notre territoire le plus pauvre et le plus vulnérable de la République.

La solidarité s'organise et la situation exige une intervention durable et exceptionnelle de l'État et de ses services. Il nous faut agir d'urgence pour éviter les épidémies et prévoir la reconstruction, qui est une priorité de la France.

Pleinement mobilisée avec mes collègues sénateurs du groupe Socialiste Écologiste et Républicain **pour améliorer les projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale, je continuerai à défendre la nécessité d'une fiscalité juste et solidaire et d'une dépense publique maîtrisée**.

Le budget 2025 doit préserver les services publics essentiels : la santé, l'éducation, la culture, l'environnement, le logement, la sécurité et la justice. **Au-delà des politiques nationales, le budget devra permettre aux collectivités locales de garantir des services publics de proximité et d'investir pour un développement durable sur l'ensemble de nos territoires**.

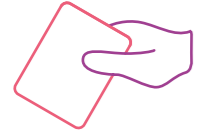
Le vote d'un budget est l'acte parlementaire premier. C'est un outil et non une fin en soi, pour permettre à l'État et aux collectivités de fonctionner et surtout de répondre aux attentes et aux problèmes du quotidien des citoyennes et citoyens.

*Vous pouvez compter sur moi -
Bonne lecture*

Karine DANIEL

Pour une société plus juste

Nous nous battons pour une société plus juste, en faveur de l'égalité femme-homme, nous luttons contre toutes les formes de discrimination.



Pour le droit à l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG) dans la Constitution

> 1^{er} février 2023

Lors de notre niche parlementaire, le Sénat vote l'inscription de la "liberté" de la femme de mettre fin à sa grossesse.

> Décembre 2023

Le Gouvernement dépose un projet de loi relatif à la "liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse".

> 28 Février 2024

Le Sénat vote conforme le texte adopté par l'Assemblée nationale.

> 4 mars 2024

Le Parlement, réuni en Congrès, vote l'inscription de l'interruption volontaire de grossesse à l'article 34 de la Constitution.

La France devient le premier pays à constitutionnaliser l'IVG.

C'est un espoir et une victoire pour toutes les femmes, les associations, les professionnels de santé, les militants et militantes féministes, en France, en Europe et dans le monde.

Avec fierté, j'ai voté POUR et la France donne un exemple et un espoir pour l'Europe et le monde, où les droits des femmes sont plus menacés que jamais.



Vote au Congrès de Versailles, le 4 mars 2024

La loi immigration

> 14 novembre 2023

Nous nous sommes opposés au projet de loi du Gouvernement, durci par la droite sénatoriale : suppression de l'aide médicale, restriction de l'accès au regroupement familial, remise en cause du droit du sol, suppression des allocations familiales ou des aides personnalisées au logement pour les étrangers vivant en situation régulière sur le sol français depuis moins de 5 ans, précarisation des étudiants...

Les Républicains et les Conservateurs au Sénat ont été sous l'influence des thèses et des propositions les plus réactionnaires de l'extrême-droite.

> 26 décembre 2023

Notre groupe, avec les députés Socialistes et apparentés, dépose un recours auprès du Conseil Constitutionnel. Ce dernier censure une partie des dispositions du texte.

Les droits des personnes homosexuelles

> 22 novembre 2023

Lors de notre niche parlementaire, nous défendons une proposition de loi portant réparation des personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 et 1982. Le Sénat adoptait notre texte en l'amputant des réparations proposées aux victimes.

> 28 février 2024

Lors de la niche parlementaire des députés Socialistes et apparentés, l'Assemblée nationale adopte le texte. Elle rétablit la période historique initiale ainsi que le principe des réparations.

> À venir en 2025

Le Sénat doit examiner le texte en deuxième lecture.



Violences faites aux femmes

J'ai participé à **une soirée de sensibilisation organisée par Voice 44 à Riaillé** à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

Ensemble, nous avons échangé sur les défis spécifiques en milieu rural, où les ressources manquent souvent pour soutenir les victimes. Merci aux participantes et participants pour leurs témoignages, souvent émouvants et aux élus présents pour leur engagement sur ce sujet essentiel.

Lutter plus efficacement contre les narcotrafics

Membre de la commission d'enquête, j'ai contribué aux propositions du rapport d'enquête parlementaire, voté à l'unanimité et présenté au Sénat le mardi 14 mai 2024.

Le narcotrafic a un impact profond et étendu à travers toute la France, y compris dans les zones rurales et les villes moyennes.

Un constat accablant

Jamais la drogue n'a été autant produite dans le monde, jamais elle n'a été autant distribuée. Avec l'explosion simultanée de l'offre et de la demande, plus aucun territoire, plus aucune catégorie sociale ne sont épargnés – et les Outre-mer, sont particulièrement pénalisés.

Mais le phénomène le plus marquant des dix dernières années est l'explosion du trafic de cocaïne au niveau mondial.

Ces activités illicites compromettent non seulement la sécurité publique mais aussi la présence des services publics et des commerces de proximité.

Les services d'enquête, sous-dotés, peinent à contrer un trafic innovant et la corruption qui en découle. Des points névralgiques comme les ports métropolitains et les territoires d'Outre-mer jouent un rôle crucial dans le transit et le stockage des substances illicites.



Les mesures clés

Il est crucial de renforcer la coopération internationale

qui permet le partage des renseignements pour la lutte contre le narcotrafic en haute mer.

Il est nécessaire d'améliorer les ressources et équipements des services de sécurité, actuellement insuffisants pour lutter contre un trafic toujours plus innovant.

Lancer des campagnes de prévention ciblées et renforcer le renseignement administratif et criminel est également vital pour endiguer l'influence du narcotrafic et lutter contre la corruption et le blanchiment d'argent.

Avec Jérôme Durain, président de la commission d'enquête



“La France doit mettre les moyens pour sortir du piège narcotrafic”

La lutte contre le narcotrafic et le blanchiment doit être une priorité du gouvernement, au niveau européen et international.

Nous recommandons la création d'un Parquet National Anti-Stupéfiants (PNASt), qui serait un acteur judiciaire spécialisé, centralisant la gestion des "repentis" et des infiltrés "civils".

Au sein de la commission, je me suis particulièrement investie sur les mesures de contrôle financier et bancaire des narcotrafiquants.

Une proposition de loi transpartisane issue de ce rapport devra être débattue au Sénat courant 2025.



Défendre l'avenir de la culture en France et dans notre région

Désignée pour la commission Culture, rapporteure pour avis des crédits "création, transmission des savoirs et démocratisation de la culture", j'œuvre avec mes collègues de gauche pour donner des moyens à la culture, l'éducation, à l'enseignement supérieur et au sport en cette année marquée par la belle réussite de l'organisation des jeux olympiques et paralympiques en France ; je milite pour l'enjeu crucial de la liberté de la presse et son indépendance.

"C'est une fragilisation sans précédent du socle financier et coopératif des politiques culturelles dans les territoires et qui pose plus largement la question de la décentralisation des politiques culturelles."

Le désengagement financier annoncé touche tous les territoires, avec une gravité inédite en Pays de la Loire. Avec, pour conséquences, le saccage d'années de travail, de construction de politiques et de projets culturels, la fermeture de lieux, de salles, l'annulation d'évènements, la disparition d'associations, de compagnies, de résidences d'artistes, la suppression de milliers d'emplois et un impact négatif à craindre sur l'économie locale.

Scène de musiques actuelles (SMAC)

Une satisfaction avec l'adoption des amendements relatifs au secteur musical au lendemain de la séance publique à l'Assemblée nationale, après la lecture du projet de loi de finances pour 2024 et du recours à l'article 49.3 suivi de la commission mixte paritaire.

+3 680 000 € supplémentaires

POUR PERMETTRE AUX 92 LIEUX LABELLISÉS EN FRANCE, DE FAIRE FACE À LA CRISE QUI FRAPPE DUREMENT LE SECTEUR

Merci aux collègues parlementaires mobilisés et aux directeurs des salles de Loire-Atlantique pour leur participation et mobilisation avec le soutien de leur syndicat le SMA, **Éric Boistard**, ancien directeur de Stereolux - Nantes, **Gérald Chabaud**, directeur du VIP et Les Escales - Saint-Nazaire, **Frédéric Roy**, directeur du Pannonica - Nantes, permettant la programmation des artistes, des concerts et festivals de la saison dernière.

Questions à la ministre de la Culture



Je l'ai interrogée en novembre dernier sur plusieurs enjeux cruciaux : **l'avancée de son plan Ruralité et son impact sur les tiers lieux, les difficultés persistantes des DRAC, le soutien nécessaire au spectacle vivant, en particulier aux SMAC et festivals, ainsi que sur la situation des écoles supérieures d'art. Ces problématiques reflètent les défis majeurs pour préserver l'accès à la culture sur tous nos territoires.**

Une crise majeure

Dans ma tribune publiée le 12 novembre dans Ouest-France, j'alertais sur les conséquences des baisses drastiques de financements publics pour la culture notamment dans les Pays de la Loire.

Alors que les collectivités locales subissent des ponctions budgétaires inédites, le secteur culturel, qui représente 150 000 emplois dans la région, est en grand danger : suppression d'aides, fragilisation des festivals, menaces sur les emplois d'artistes et de techniciens.

Face à cette crise, je plaide pour une révision de la décision et une refonte urgente des finances locales afin de préserver l'accès à la culture, levier essentiel de cohésion sociale et de dynamisme territorial.

EN SOUTIEN

Pour la situation préoccupante des écoles supérieures d'art territoriales, déjà en proie à des difficultés financières depuis plusieurs années, j'ai relayé les inquiétudes et alerté le gouvernement dès le projet de loi de Finances 2024. Ces écoles, qui délivrent le même diplôme national que les écoles supérieures d'art nationales, sont dans une situation de fragilité très inquiétante.

Pour la défense du spectacle vivant et des arts de la rue, je me suis rendue au festival d'Avignon à la rencontre des compagnies des syndicats et des représentants du spectacle vivant, du 5 au 7 juillet dernier.

Poursuivons la mobilisation pour défendre ce droit fondamental, y compris en période de crise !

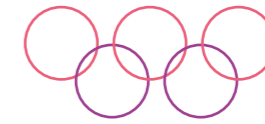


25 novembre 2024 - Manifestation des professionnels de la culture devant le Conseil régional à Nantes



SPORT

Les athlètes paralympiques ligériens mis à l'honneur



Après l'été Olympique et Paralympique, ce fut une joie de rencontrer à Nantes Charles Noakes, notre champion de badminton médaillé d'or aux Jeux paralympiques, aux côtés des athlètes, bénévoles, du comité des JOP, du Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportives des Pays de la Loire et de découvrir les initiations des sports adaptés, cecifoot, ping-pong, boccia etc.

BUDGET 2025

Crainte pour la vie associative

Sur la vie associative et les enjeux budgétaires, j'ai interrogé le ministre sur les fortes contraintes budgétaires des collectivités locales, qui redoutent des incidences et des licenciements à venir, notamment dans le domaine de la solidarité.

ÉDUCATION - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

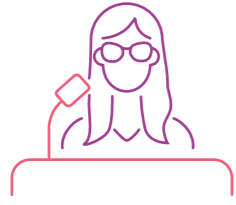
Non au "choc des savoirs"

Lors du débat sur la fermeture des classes et la mise en place de la carte scolaire dans les départements, je suis intervenue pour alerter la Ministre sur les 87 fermetures de classes dans le premier degré décidées dans des écoles où il n'y a pas de baisse d'effectifs comme à La Grignonnais par exemple.

Alertée par de nombreux parents d'élèves du collège public Auguste Mailloux du Loroux-Bottereau qui m'ont fait part de leur inquiétude concernant l'annonce de la fermeture d'une classe de 4^e à la rentrée 2024, j'ai interpellé la Rectrice de l'Académie de Nantes pour lui demander de reconsidérer cette décision profondément injuste.



Manifestation contre le choc des savoirs, le 30 mars 2024 à Nantes



L'Éducation : un levier d'émancipation et de citoyenneté

Rapporteuse, j'ai présenté le 10 octobre dernier, la Proposition de Loi socialiste visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés.

La mixité doit être une priorité afin que tous les élèves aient les mêmes chances de réussite et que l'école permette pleinement de faire vivre la devise républicaine.

Je crois fermement en la nécessité de créer des environnements éducatifs inclusifs, où chaque élève

aurait la possibilité de s'épanouir et de réussir, indépendamment de son origine sociale ou de son statut.

Nous déplorons que le Gouvernement et la droite aient rejeté le texte et

refusent de progresser sur le sujet de la mixité sociale et scolaire, y compris sur la simple mise en place d'indicateurs. Ces derniers sont pourtant une première étape essentielle pour prendre conscience de l'ampleur des phénomènes de ségrégation et y mettre fin.

Au cœur du débat sur l'avenir de l'école : la mixité, un enjeu d'égalité des chances

J'ai publié avec Colombe Brossel, deux tribunes parues dans La Croix et Ouest-France (octobre 2024).

...extrait :

"L'école est un creuset qui doit faire vivre les valeurs de la République "Liberté Égalité Fraternité".

Toutes les études montrent que, les élèves les plus défavorisés scolarisés dans un établissement socialement plus favorisé progressent.

Une plus grande mixité scolaire a des effets notables, au-delà de l'acquisition des connaissances, pour tous les élèves sur le climat scolaire et l'estime de soi.

Le renforcement de la mixité sociale n'impacte pas les résultats scolaires

des meilleurs élèves à l'échelle des établissements concernés.

Si l'école ne doit pas être l'institution sur laquelle reposent toutes les injonctions de notre société, elle doit prendre sa part dans la lutte contre les déterminants sociaux qui bloquent l'ascenseur social. Cet enjeu nécessite des moyens, pour l'école et pour les collectivités locales, une vision et une ambition.

Œuvrer pour plus de mixité scolaire et sociale favorise l'égalité réelle des chances. C'est une opportunité pour la cohésion sociale de la Nation. Ce doit être au cœur du débat sur l'avenir de l'école."



Avec Colombe Brossel, auteure de la Proposition de Loi Mixité sociale et Scolaire, sénatrice socialiste de Paris

La ségrégation scolaire accentue les inégalités sociales et remet en cause la cohésion nationale".

Contre la suppression des 4000 postes d'enseignants au budget 2025

Au local, je dénonce les fermetures de classes, la baisse des moyens pour l'Université de Nantes, et soutiens les élus dans leurs revendications et contre le manque de moyens.

Je suis intervenue auprès du directeur académique pour l'inclusion des élèves en situation de handicap, en soutien aux 14 écoles de Loire-Atlantique qui attendent un classement en réseau d'éducation prioritaire dont l'école Nelson

Mandela de Saint-Herblain, avec un Indice de Position Sociale faible.

Sur la condition et pour le maintien de l'accompagnement d'élèves en situation de handicap (AESH),

j'ai auditionné Anne Genetet, la ministre de l'Éducation nationale, sur la simplification des conventions avec les communes et la situation des réseaux d'éducation prioritaire.

Chambre des Métiers et de l'Artisanat

J'ai rencontré les présidents de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat Joël Fourny et Frédéric Brangeon.

Je suis intervenue pour la défense de l'apprentissage et de la filière des formations qualifiantes et plus particulièrement sur le sujet d'une formation spécifique sur les toits de chaume dans le parc naturel régional de Brière, abordée avec le maire de Saint-Lyphard, Claude Bodet.

Rapport d'information sur les Universités européennes

J'ai dressé un premier bilan de l'initiative des "universités européennes" avec mon collègue sénateur Ronan Le Gleut, lancée par la Commission européenne en 2018.

Aujourd'hui, ce sont 64 alliances d'établissements à travers l'Europe qui bénéficient de ce programme visant à renforcer la coopération universitaire et à favoriser l'internationalisation de l'enseignement supérieur.

Nous recommandons de consolider le modèle économique des alliances et de simplifier la création de diplômes conjoints, en introduisant un label européen et en valorisant davantage l'engagement du personnel universitaire.

En donnant aux universités les moyens de s'engager dans cette coopération, nous donnons aux jeunes de nouveaux horizons de formation et d'emploi, et renforçons les liens entre nos pays.

Langue et culture bretonnes

Rencontres : sur l'enseignement du breton et avec les associations culturelles

Avec mon collègue sénateur Ronan Dantec, j'ai rencontré la rectrice d'Académie le 5 février dernier pour évoquer la situation des classes bilingues français-breton en Loire-Atlantique.

Nous avons rappelé l'importance de disposer d'une convention associant l'État, l'office public de la langue bretonne et les collectivités.

La loi le stipule clairement : l'enseignement bilingue doit être encouragé et favorisé car il participe à la diversité linguistique.

Nous avons rencontré en mai dernier les associations culturelles bretonnes et du patrimoine vivant en Loire-Atlantique : l'Agence culturelle bretonne de Loire-Atlantique, Dastum 44 et le centre culturel breton Yezhoù ha Sevenadur voient leurs subventions supprimées par la Région des Pays de la Loire.

Nous soutenons, aux côtés des élus locaux mobilisés, les revendications des associations et dénonçons cette décision irrespectueuse des droits culturels des citoyens de Loire-Atlantique.

Nous avons fait part à la ministre de notre inquiétude quant au respect d'équité de l'application des missions légales de la Région des Pays de la Loire.

Mission d'information en 2025 : à mon initiative, la Commission de la Culture du Sénat procèdera au lancement d'une Mission d'Information sur l'évaluation de l'application de la loi sur les langues régionales : la loi MOLAC.

SOLIDARITÉ, SANTÉ ET SOCIAL

La santé est un enjeu prioritaire pour les Françaises et les Français.

La puissance publique doit accompagner l'hôpital public, la médecine libérale et les structures médico-sociales pour être à la hauteur de ces enjeux, dans un contexte de vieillissement de la population et où les plus pauvres renoncent de plus en plus aux soins.

Lutter contre les déserts médicaux

Nous constatons une progression très inquiétante sur l'ensemble du territoire des déserts médicaux et interpellons le Gouvernement sur cette question cruciale, que ce soit en milieu rural ou urbain.

Nombre d'élus locaux alertent sur la situation de nos concitoyennes et concitoyens qui renoncent à se soigner, faute de trouver un cabinet ou une antenne médicale proche de chez eux.



Hôpital de Redon, manifestation le 27 janvier 2024





Pour l'autonomie et le bien-être de nos aînés, il est urgent d'intervenir!

Avec les sénatrices et sénateurs de mon groupe, nous avons défendu une Proposition de Loi qui prévoyait une nouvelle taxation pour les EHPAD privés lucratifs réalisant de forts bénéfices.

Il est plus que jamais nécessaire de s'assurer que l'ensemble des structures

accueillant des personnes âgées dépendantes se consacrent avant tout au bien-être de leurs résidents. Il faut réguler les superprofits qui perdurent dans le secteur des EHPAD privés à but lucratif, d'autant que leur modèle économique repose en grande partie sur de l'argent public.

Service civique

Proposition de Loi socialiste adoptée

Co-signataire de la proposition de loi visant à renforcer le service civique, je me félicite de son adoption par le Sénat mais avec un texte amoindri par rapport à sa rédaction initiale.

Elle permettra de renforcer l'accès des jeunes à ce dispositif, véritable levier d'intégration, école de citoyenneté et atout incontestable pour leur insertion professionnelle.



En visite et échanges à l'Association TRAJET Rezé, le 8 novembre 2024

Pauvreté, solidarité

Le budget 2025 n'est pas à la hauteur

Rencontre avec l'association TRAJET qui depuis plus de 35 ans, accueille, accompagne et valorise les publics dans leur trajet vers l'autonomie.

Échanges sur leur actualité, leurs initiatives en matière d'accès à l'emploi, d'insertion et d'hébergement.

Ce sont des femmes et des hommes fragilisés, qui sont menacés par les coupes budgétaires.

Soutien aux familles et aux enfants en situation de handicap

Plus de 2300 enfants privés d'accès à l'éducation et aux soins appropriés!

J'ai reçu l'association des familles, HANDICAP 44 en danger et relayé leur appel et la souffrance des familles face au manque de solutions et de moyens adaptés. Pour les enfants et adultes en situation de handicap en Loire-Atlantique, j'ai saisi la ministre et demandé des mesures urgentes pour répondre aux besoins, notamment en termes de création de places dans les établissements spécialisés, d'amélioration de l'accès aux soins, et de soutien aux familles concernées.

Lors de cette rentrée, j'ai soulevé les problèmes de manque de places en classe ULIS et de solutions de scolarisation.



Proposition de Loi AESH

visant la prise en charge par l'État de l'Accompagnement humain des Élèves en Situation de Handicap sur le temps méridien

Depuis le 20 novembre 2020, le Conseil d'État a dérogé l'Éducation nationale de toute responsabilité dans le financement des emplois d'AESH en dehors du temps scolaire.

Depuis cette décision, certains élèves se sont ainsi retrouvés sans aide humaine à la pause méridienne, obligeant leurs parents à prendre le relais, voire à recourir à des accompagnants privés pour ceux dont les moyens le permettent. Dans ce contexte, certains élèves subissent une déscolarisation.

Pour remédier à cette situation, ce texte intègre dans la loi la responsabilité du recrutement ainsi que la prise en charge financière par l'État du financement des dépenses d'AESH sur le temps méridien.

Mercredi 15 mai 2024, le Sénat a définitivement adopté, en deuxième lecture, la proposition de loi visant

la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap sur le temps méridien de façon à permettre son application dès la rentrée 2024.

On dénombre en 2022, 125 000 accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH).



Santé mentale

À l'initiative de Johanna Rolland, avec les parlementaires de gauche, nous avons interpellé la ministre de la Santé sur la dégradation de la prise en charge de la santé mentale et de la psychiatrie, en faveur des jeunes notamment. Nous avons demandé un rattrapage budgétaire (juillet 2024).

Agir pour nos territoires

J'ai confiance en la force et en la capacité d'initiative des collectivités locales pour assurer leur développement et l'accès aux services publics de qualité aux populations. Nous voulons, avec mes collègues de gauche, conforter nos territoires ultra-marins et les accompagner pour trouver conjointement les meilleures réponses qui tiennent compte de leurs spécificités, problématiques et identités territoriales.

Finances locales en 2025 : 10 milliards et non 5!

J'ai interrogé le gouvernement lors d'une Question d'Actualité sur les finances publiques et les collectivités, le 23 octobre dernier.

Grâce au groupe SER, la Dotation Globale de Fonctionnement a été abondée de 290 millions d'euros pour neutraliser les effets de la hausse de la péréquation, même si nous regrettons le refus par la majorité sénatoriale et le gouvernement d'indexer la DGF sur l'inflation. À l'unanimité du Sénat, la réforme du fonds de compensation pour la TVA proposée par le gouvernement a été rejetée. Nous reprendrons ce combat dans la nouvelle discussion budgétaire.

Mayotte : une priorité nationale pour des perspectives nouvelles

La situation dramatique exige une intervention durable et exceptionnelle de l'État et de ses services, en lien avec les acteurs sur place, pour assurer la sécurité des populations, les mettre à l'abri et garantir l'accès à l'eau et à l'électricité.

Il faut agir d'urgence pour éviter l'effondrement complet des services publics et le manque d'équipements publics. Notre groupe a demandé au nouveau Premier ministre que la situation à Mayotte fasse l'objet d'un débat au Sénat.

Pour la revitalisation et la planification écologique

Renforcer l'action territoriale et les dynamiques collectives

Sur l'objectif Zéro Artificialisation Nette (ZAN), j'ai défendu la création d'un fonds dédié aux communes rurales qui mènent des opérations de reconversion du bâti.

Le dispositif France ruralités revitalisation (ex ZRR), mécanisme de soutien au développement des territoires ruraux, est un levier essentiel pour les communes.

Lors de l'examen du PLF 2025 avec mon groupe, **nous défendons une déclinaison territoriale de la planification écologique.**

Cela nécessite de repenser les modes de financement et de mieux associer élus et populations dans les choix politiques et structurants qui engagent l'avenir de leur territoire.



La Proposition de Loi sur le statut des élus locaux

La proposition de loi transpartisanne, adoptée à l'unanimité, sur le statut de l' élu local répond au mal-être exprimé par nombre d'élus locaux.

Après le webinaire destiné aux maires du département, avec Ronan Dantec, en amont de la Proposition de Loi, vous avez été nombreuses et nombreux à nous faire part de vos préoccupations et demandes.

J'ai présenté des amendements qui concernent l'engagement et la santé des élus locaux et défendu la majoration de l'indemnité des élus appelés à suppléer le ou la maire ; un autre pour garantir le droit à une visite médicale aux élus sans

activité professionnelle au moment de leur élection, (novembre 2023).

Je suis intervenue en séance sur l'évaluation de la sur-exposition des élus aux risques, dont les risques psychosociaux (sujet mis en exergue dans l'enquête de l'AMRF en 2023).

J'ai présenté un amendement permettant l'indemnisation des adjoints et conseillers municipaux délégués, sans amputer celle du maire.

Rejetés au titre de l'article 40, je veillerai à ce que ces sujets soient repris lors du prochain Projet de Loi de Finances de la Sécurité Sociale 2025.

À VOS CÔTÉS

Territoire Zéro Chômeur Longue Durée

"Accompagner les territoires pour faire reculer l'exclusion et défendre le droit à l'emploi."

Laurent Grandguillaume, président de TZCLD



Avec Aurélie Mézière, maire de Plessé et Jamal Ouggourni, conseiller municipal de Nantes lors de l'assemblée générale de TZCLD, 9 juillet 2024

Investir pour produire et économiser l'énergie : les collectivités locales sont au rendez-vous !

Rencontre avec les acteurs du logement en Loire-Atlantique

Projet de loi de finances 2025

Avant l'examen du PLF 2025, avec les parlementaires socialistes, les députés Karim Benbrahim et Fabrice Roussel, nous avons reçu les acteurs du logement en Loire-Atlantique et avons pu échanger sur la crise actuelle et identifier les fortes tensions en matière de construction, de rénovation et de fiscalité pour préparer

les discussions budgétaires.

Dans un souci de rationalisation et de renforcement de la fiscalité locale à l'initiative de plusieurs groupes dont le nôtre, le Sénat a voté la fusion de la taxe annuelle sur les logements vacants et de la taxe d'habitation sur les logements vacants. Mais cette mesure a été effacée en seconde délibération.



1^{re} botte de paille de l'équipement multifonctions avec Martine Oger, maire et Fabrice Roussel Député, Bénédicte Blouin, présidente de la Caisse d'Allocations familiales de Loire-Atlantique. Thouaré-sur-Loire, 27 septembre

Soutien aux agriculteurs

Pour une régulation des prix à l'échelle européenne : la crise agricole a des causes multiples et structurelles qui appellent à des réformes d'ampleur. J'ai interpellé, lors d'une question d'actualité, le gouvernement sur

les conditions d'une négociation et unification des prix garantis à l'échelle européenne. J'ai posé la question des critères, pour quelles productions et selon quel calendrier ? (février 2024)

Pour une Politique Agricole Commune juste, verte, plus équitable en matière de revenus, d'aides et mieux régulée.



Mercosur

Le Sénat rejette après l'Assemblée nationale l'accord d'association entre l'Union Européenne (UE) et le Mercosur car cet accord de libre-échange se ferait fatalement au détriment des producteurs et des éleveurs européens. Ce dernier est dangereux pour notre agriculture et notre souveraineté alimentaire. Il faut que les accords commerciaux retrouvent une légitimité démocratique. Ils doivent mieux intégrer les enjeux sociaux et environnementaux.

Sauvetage et célébration de la Race Nantaise

Lors d'une visite à la ferme du Vallon de Toulon à Plessé, j'ai rencontré les membres de l'association Vaches nantaises avec le député Jean-Claude Raux et le sénateur Ronan Dantec. Ensemble, nous avons échangé sur les perspectives de la race bovine nantaise, fierté de notre territoire. Ce fut l'occasion de découvrir un projet documentaire sur les races locales et l'agriculture paysanne avec l'association Pas Bête la Fête et le soutien du réalisateur Christian Baudu (le 18 mars 2024).



Proposition de Loi pour préserver les sols vivants

Rejetée par la majorité de droite

Face au défi majeur de la préservation de notre planète et de notre souveraineté alimentaire, les sols sont la clé de notre action environnementale, agricole et politique. Nos sols sont menacés par leur artificialisation, la pollution, la multiplication des aléas climatiques et l'absence de changement durable de leur exploitation.

Les agriculteurs sont les premières victimes de cette dégradation des sols. Nous voulions ouvrir la voie à des politiques structurelles en matière de protection des sols et donner enfin un cadre juridique à leur reconnaissance. Je poursuivrai cette ambition pour notre modèle agricole.



Panneaux photovoltaïques au-dessus du parking de la Scène du Marais.

Innovation locale

L'engagement de Saint-Joachim pour l'énergie durable

Le lundi 15 avril 2024, j'ai rencontré le maire, Raphaël Salaün, pour échanger sur le projet photovoltaïque et aérovoltaique innovant de la commune. Nous avons abordé l'utilisation de panneaux de l'entreprise Systovi, basée à Carquefou. Cette technologie hybride, qui associe solaire photovoltaïque et thermique, est non seulement efficace pour la production d'électricité mais permet également de chauffer les bâtiments tout en assainissant l'air.

Ce type de projet permettra à notre région d'atteindre ses objectifs en terme de neutralité carbone.

Je continuerai de plaider pour un soutien accru aux technologies vertes.

Fin d'activité pour Systovi

Un échec dans le domaine du photovoltaïque

J'ai souligné le besoin urgent de politiques de soutien adaptées pour nos producteurs locaux d'énergies renouvelables.

J'ai dénoncé avec Ronan Dantec, l'inaction gouvernementale dans ce domaine qui a contribué à cette situation.

J'ai réaffirmé mon engagement pour soutenir des initiatives durables qui renforcent notre tissu économique local tout en préservant notre environnement.

Éolien en mer, General Electric

Avec mon collègue député européen Christophe Clergeau, nous sommes intervenus pour la pérennité des sites orientés vers l'éolien en mer de General Electric à Montoir-de-Bretagne et Saint-Herblain.



Pompes à chaleur, Saunier-Duval

J'ai rencontré, en octobre 2024, avec mon collègue député Fabrice Roussel, les salariés et la direction, et sommes intervenus auprès des ministres pour la sauvegarde des emplois en Loire-Atlantique.

LACTALIS

J'ai publié une tribune sur la stratégie de Lactalis et la situation des producteurs laitiers en Loire-Atlantique. (Les Echos novembre 2024)

Accompagner la transition des entreprises

La Loire-Atlantique est un territoire dynamique qui doit opérer une transition vers un développement plus durable. Ces mutations doivent être accompagnées en termes de formation et d'emploi.

Pour le soutien à l'innovation dans la production énergétique

La reconversion de la centrale EDF de Cordemais : mon engagement de longue date pour la transition énergétique et la sauvegarde de l'emploi local.

Le 17 avril dernier, aux côtés des syndicalistes CGT-Énergie et des élus du territoire, j'ai appelé l'État à la prise de décision sur l'avenir de la centrale de Cordemais. Il est urgent d'agir et de soutenir le projet écocombust. Il représente bien plus qu'une simple transformation technique, c'est un enjeu de responsabilité sociale, environnementale et écologique. Ecocombust doit être un élément du mix énergétique d'EDF pour sa branche renouvelable pour renforcer notre indépendance énergétique et notre compétitivité industrielle.



En visite à la Centrale de Cordemais avec l'ancien directeur Michel Durand, avant la rencontre avec les salariés et les syndicats, le 15 décembre 2023.

Pour le maintien du centre de formation Enedis de St-Etienne-de-Montluc



Avec les salariés et les syndicats du centre de formation Enedis, le 16 mai 2024

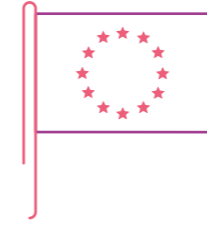
À l'annonce de la fermeture du site, dans une région à la pointe de l'innovation sur la transition énergétique et des EnR, j'ai partagé les inquiétudes légitimes des salariés, des élus locaux et leur incompréhension. Je m'interroge sur le volet formation professionnelle et continue des salariés du secteur, sur les enjeux économiques et sociaux et sur l'équilibre territorial.

Je suis intervenue auprès du directeur d'Enedis pour soutenir le projet alternatif porté par les salariés et rouvrir le dialogue avec les parties prenantes et les élus locaux.

Évaluation des Investissements d'avenir

Je suis membre du Comité de Surveillance des Investissements d'Avenir (CSIA), composé de 18 membres, 10 personnalités qualifiées et 8 parlementaires, présidé par Eric Labaye. Le CSIA donne un avis consultatif sur l'identification et la qualification de nouvelles priorités d'investissement.

S'appuyer sur l'Union Européenne



L'échelon européen est indispensable pour trouver des solutions communes à des défis multiples : guerres en Ukraine et au Proche-Orient, transition climatique, atteintes à l'État de droit, pauvreté et inégalités sociales, autonomie stratégique, montée des extrémismes. Au sein de mon groupe, je suis engagée pour une Europe ambitieuse sur le plan social, exigeante dans ses relations diplomatiques et commerciales, solidaire et pacifiée.

Proposition de législation européenne

sur les Nouvelles Techniques Génomiques (NTG) : le rapport d'information

J'ai co-rédigé ce rapport avec mes collègues sénateurs Jean-Michel Arnaud et Daniel Gremillet, au nom de la commission des Affaires européennes du Sénat.

Co-rapporteuse, j'ai souligné la nécessité de la non-brevetabilité des NTG, dont il faut garantir la traçabilité pour une bonne et complète information des consommateurs, pour lesquels il est fondamental de garantir la liberté de choix.

Je reste particulièrement attentive à la protection des filières dont l'agriculture biologique et à la surveillance des impacts sur l'environnement.

Audition du ministre délégué chargé de l'Europe

J'ai rappelé l'incompréhension ressentie par les salariés des entreprises de l'énergie dans notre département, (centrale EDF de Cordemais, General Electric et Saunier Duval), face aux fermetures et licenciements malgré les engagements européens

pour la transition énergétique. J'ai demandé des explications sur les décalages entre la stratégie européenne et les fermetures d'entreprises au local (mercredi 30 octobre).

Pour un monde en paix

La session parlementaire 2023-2024 a vu s'accumuler les défis globaux en matière internationale. Aux conflits conventionnels qui perturbent les équilibres mondiaux, s'ajoute la guerre de l'information.

Le retour de la guerre sur le sol européen nous conduit à réfléchir et à réagir différemment. L'effort consenti en matière de défense

nationale est plus que jamais nécessaire si nous voulons que notre pays exerce sa souveraineté en maintenant son ancrage dans l'Europe et sa capacité à porter une voix respectée dans le reste du monde.

Je souhaite que la France contribue à une Europe de la défense permettant d'être à la hauteur des rapports de force géopolitiques.



Saint-Viaud le 23 mai 2024

Soirée de solidarité avec l'Ukraine

J'ai assisté au concert de l'Orchestre National des bandouristes avec Volodymyr Marunych, Victoria Atamanenko-Egorov et Roch Chéraud, le maire.

Nous devons soutenir l'Ukraine, lutter contre les ingérences étrangères.

Nous devons trouver une solution viable pour le Moyen-Orient.

La mémoire est notre devoir et notre responsabilité

Nous devons honorer les morts pour la France et il nous faut nous souvenir, en hommage aux aînés, morts ou blessés ou victimes de guerres ou d'actes terroristes.

Honorer leur mémoire, c'est aussi renouveler notre engagement collectif à bâtir un monde meilleur. Nous nous souvenons pour transmettre aux générations futures l'importance de la paix, de la solidarité et du respect de la dignité humaine.

Le 126^e congrès départemental annuel des sapeurs-pompiers de Loire-Atlantique, a été organisé cette année par le centre de secours de La Choltière (fusion des centres de secours de Paulx et Saint-Etienne-de-Mer-Morte), samedi 29 juin.

À l'occasion du défilé des jeunes sapeurs-pompiers et de matériels, j'ai salué l'engagement et le dévouement exemplaires des femmes et hommes volontaires et professionnels qui œuvrent à notre sécurité.



Dépôt de gerbe à la Carrière des fusillés, Châteaubriant, le 20 octobre 2024

MISSIONS PARLEMENTAIRES

Europe / Croatie

J'ai eu le plaisir d'accueillir **Andreja Metelko-Zgombić, ministre croate en charge des affaires européennes, au Sénat, en tant que présidente du groupe d'amitié France-Croatie.**

Cet échange contribue à renforcer les liens entre nos deux pays et partager des enjeux européens communs.

Une mission en Croatie en 2025 sera organisée dans le cadre du groupe d'amitié interparlementaire que je préside.



Au Sénat, le 20 novembre 2024

International / Japon

Avec les membres du groupe interparlementaire d'amitié avec le Japon, dont Patrick Kanner et David Ros, nous avons accueilli au Sénat son excellence M. Shimokawa Makita, ambassadeur du Japon en France.

Nous avons échangé sur les sujets politiques, économiques mais aussi diplomatiques, dans les réserves de la Bibliothèque du Sénat.



Au Sénat, le 15 octobre 2024

International / Madagascar

Membre du groupe "France - Madagascar Océan Indien", en mission parlementaire, j'ai contribué à un échange riche pour renforcer les liens France-Océan Indien. La délégation a vécu des jours intenses à Tananarive, capitale de Madagascar.



J'ai eu l'opportunité d'échanger avec de nombreux acteurs : responsables politiques, dont le président de la République et du Sénat, des associations locales et des acteurs engagés sur le terrain. Ces rencontres ont permis d'aborder les priorités de coopération entre nos deux pays : accès à l'éducation, à la santé et au développement durable.

Ce déplacement confirme ma conviction : pour répondre aux défis globaux, la coopération internationale doit reposer sur des initiatives concrètes et humaines, tout en respectant les réalités locales.

Échanges, rencontres et visites, du 15 au 20 septembre.

Des élèves d'Akamasoa, 20 000 enfants sont scolarisés dans la ville, construite il y a 35 ans sur une décharge, le 19 septembre 2024

Déplacement en Allemagne, à Sarrebrück

Rencontre avec nos collègues parlementaires allemands du Bundestag et Bundesrat sur les grands enjeux européens, nous avons identifié les positions et intérêts communs, les 3 et 4 décembre 2023.



Découvrir le Sénat

Je vous accueille lors des séances publiques ou lors des Questions Au Gouvernement. J'ai plaisir à vous recevoir et vous présenter mes missions et mon engagement au quotidien que je mène avec passion et exigence au Sénat depuis 1 an.

N'hésitez pas à nous contacter pour réserver une visite.



Le 28 mai, avec les élèves de BTS mécatronique navale du lycée professionnel maritime Jacques Cassard de Nantes.

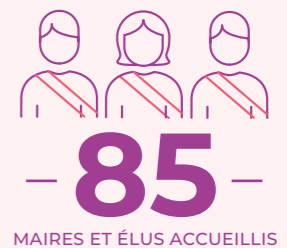
Congrès des maires de France : les maires et les élus du département reçus au Sénat

Le 20 novembre dernier, à l'occasion du 106^e Congrès des maires, comme en 2023, j'étais présente aux côtés des sénatrices et sénateurs socialistes et des élus locaux.

Cette année, beaucoup d'élus dénoncent la ponction de 10 milliards d'euros envisagée sur les services publics locaux et l'investissement des collectivités. Ces coupes budgétaires mettent en péril des projets essentiels pour nos territoires et fragilisent les services rendus aux citoyens.

Défendre les moyens financiers des collectivités, c'est défendre l'avenir de nos communes et de leurs habitants.

Avec mes collègues sénateurs, les 19 et 20 novembre à l'occasion du Congrès des maires de France, avec l'AMF 44.

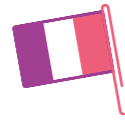


MAIRES ET ÉLUS ACCUEILLIS

Fête nationale



Avec Karim Benbrahim et Fabrice Roussel, mes collègues députés au défilé du 14 Juillet à Nantes, à l'invitation de Johanna Rolland



Commémorations



11/11/2023. Cérémonie de l'Armistice à la Haye-Fouassière.

16/02/2024. Hommage aux héros de la Gendarmerie en Loire-Atlantique.

05/05/2024. Cérémonie de commémoration du 8 mai à Ruffigné.

08/05/2024. Cérémonie de commémoration du 8 mai à Saint-Léger-les-Vignes.

08/05/2024. Cérémonie de commémoration du 8 mai à Ancenis-Saint-Géréon.

29/06/2024. Congrès annuel des sapeurs-pompiers de Loire-Atlantique à Saint-Etienne-de-Mer-Morte.

10/07/2024. Cérémonie de la journée de la Police Nationale.

14/07/2024. Fête Nationale à Nantes

18/10/2024. Veillée du Souvenir à Nantes en hommage aux 50 otages fusillés le 22 octobre 1941.

20/10/2024. Cérémonie commémorative du 83^e anniversaire des fusillades de la Sablière à Châteaubriant.

09/11/2024. Commémoration du 9 novembre 1942 et inauguration du monument aux apprentis à Trignac.

10/11/2024. Cérémonie de l'Armistice à Bouée.

10/11/2024. Cérémonie de l'Armistice à Lavau-sur-Loire.

11/11/2024. Cérémonie de l'Armistice à Sainte-Luce-sur-Loire.



Retour sur quelques déplacements et rencontres

Début de Session 2023-24

Octobre 2023

> **14/10/2023.** Festival Graines d'Automne à Nozay.

Novembre

> **18/11/2023.** Inauguration du 19^e festival du livre en Bretagne, à Guérande.

> **25/11/2023.** Journée de travail "Transformer les politiques agricoles et alimentaires : une urgence sociale et environnementale" à la Cité des Congrès de Nantes, à l'invitation de Christophe Clergeau et du groupe Socialistes et Démocrates du Parlement Européen.

Décembre

> **03/12/2023.** Cérémonie de clôture du Festival des 3 Continents à Nantes.

> **08/12/2023.** Assemblée Générale des maires du vignoble sur le thème de l'inclusion au Loroux-Bottereau.

Janvier 2024

> **30 cérémonies de vœux** dans les communes du département.



> **19/01/2024.** Échanges avec l'école des cadres de la CAPEB Loire-Atlantique sur les enjeux de représentation des artisans du bâtiment dans les institutions.

Février

> **01/02/2024.** Rencontre avec les maires et les agriculteurs du vignoble pour échanger sur la crise qui touche le secteur à Aigrefeuille-sur-Maine.



> **02/02/2024.** Visite de la péniche Cap Vert. Amarrée dans le port de Blain, elle offre des séjours à des touristes en situation de handicap sur le canal de Nantes à Brest.



Mars

> **11/03/2024.** Table ronde "Femmes en milieu rural" à Couëron.



> **23/03/2024.** Assemblée Générale des maires du Pays d'Ancenis à Teillé.

> **24/03/2024.** Fête des Jonquilles à Saint-Étienne-de-Montluc.

Avril

> **12/04/2024.** Cérémonie citoyenne à Thouaré-sur-Loire, remise des cartes d'électeurs aux jeunes de la commune.

> **20/04/2024.** Assemblée Générale des maires ruraux de Loire-Atlantique à Vue.



Mai

> **17/05/2024.** Réouverture du Musée Dobrée à Nantes.



> **24/05/2024.** Cérémonie citoyenne aux Sorinières, remise des cartes d'électeurs aux jeunes de la commune.



> **25/05/2024.** Inauguration de l'esplanade Victor Fleury à Mauves-sur-Loire.

> **31/05/2024.** Visite dans le pays de Châteaubriant consacrée aux énergies renouvelables et à la régulation du réseau gaz avec l'inauguration du premier rebours de Loire-Atlantique, avec Ronan Dantec et les élus du territoire.

Juin

> **07/06/2024.** Inauguration de la résidence autonomie pour personnes âgées Les Moulins à Saint-Étienne-de-Montluc.

> **07/06/2024.** Festival TOPOS à Boussay.

> **27/06/2024.** Festival du Hellfest à Clisson.

Juillet

> **16/07/2024.** Visite du CREPS des Pays de la Loire à la Chapelle-sur-Erdre où s'entraînaient des athlètes avant les Jeux Olympiques et Paralympiques.

> **19/07/2024.** Festival Les Escalles à Saint-Nazaire.

Août

> **08/08/2024.** Soirée de lancement du festival des Celtiques de Guérande.

> **18/08/2024.** 40^e anniversaire du jumelage de Couffé et de Bogel (Allemagne).

> **25/08/2024.** Bouvron ouvre sa saison culturelle avec "Jazz en campagne" dans le cadre du off du festival les Rendez-Vous de l'Erdre.



> **27/08/2024.** Séminaire de formation des élus socialistes et républicains à Blois.

Septembre

> **04/09/2024.** Inauguration de la première phase de la rénovation du cœur de ville de Savenay.

> **06/09/2024.** Lancement de la Foire de Béré-Châteaubriant.



> **13/09/2024.** Lancement du festival Le Grandchamp bardement à Grandchamp-des-Fontaines.

> **21/09/2024.** Rencontres de la social-écologie à Beaucozé.

> **26/09/2024.** Pittocha, Les Ogres de Barback, La Grigonnais.

Octobre

Début de Session 2024-25

> **01/10/2024.** Assemblée générale des maires et adjoints de l'arrondissement de Châteaubriant à Derval.

> **04/10/2024.** Inauguration des nouveaux locaux de l'école Maxime Marchand au Loroux-Bottereau.



> **04/10/2024.** Lancement du festival Celtomania à Bouvron.

> **05/10/2024.** Inauguration du groupe scolaire de la Chênaie à Saint-Etienne-de-Montluc.

> **19/10/2024.** Assemblée générale des maires de l'Ouest de la Loire-Atlantique à Missillac.

> **25/10/2024.** Assemblée générale AMF44 à Saint-Lyphard.

Novembre

> **07/11/2024.** Remise du label Territoire Bio Engagé à la ville de Couëron.



> **16/11/2024.** Inauguration des nouveaux locaux de l'accueil périscolaire de La Regrippière.

Décembre

> **09/12/2024.** Première pierre de la maison de Santé à Plessé.

> **23/12/2024.** Cérémonie du jour de deuil national pour Mayotte en mairie de Nantes.

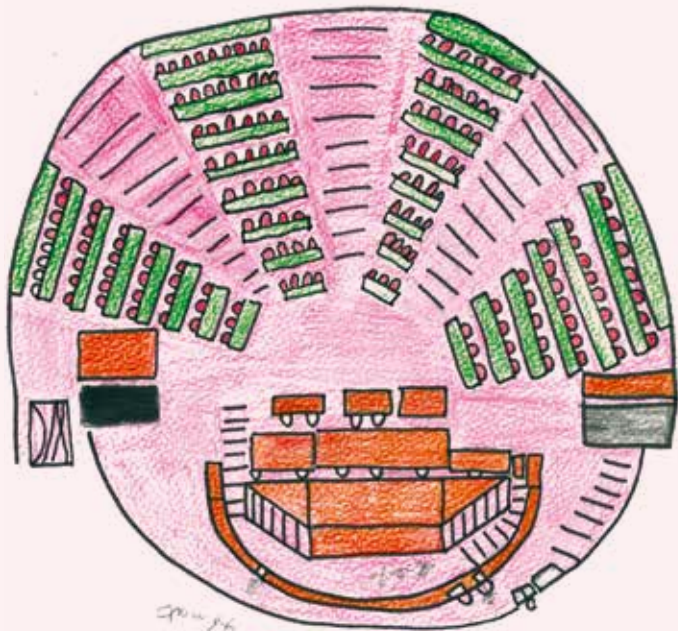


Coups de cœur

En septembre dernier, nous avons eu le plaisir d'accueillir au Sénat un groupe de jeunes de l'ESAT de Blain - ESTACO ADAPEI 44.

Je tiens à remercier chaleureusement **Louis-Joseph et Christian** pour les magnifiques dessins qu'ils m'ont envoyés en souvenir de cette journée.

Ces attentions illustrent la force de ces rencontres, qui donnent du sens à notre engagement.



Une équipe mobilisée à mes côtés

Karine Daniel, Sénatrice de Loire-Atlantique

Palais du Luxembourg - 15, rue de Vaugirard 75291 Paris Cedex 6 | Tél. 01 42 34 45 56
4, rue de l'Abreuvoir, 44000 Nantes BP 50 112 44001 Nantes Cedex 01 | Tél. 02 28 49 18 36
Courriel : k.daniel@senat.fr

Mon équipe - Au Sénat : Valentin Narbonnais v.narbonnais@clb.senat.fr
En Loire-Atlantique : Anais Vivion a.vivion@clb.senat.fr
& Emmanuelle Ramond e.ramond@clb.senat.fr

senatricekarinedaniel.fr



Abonnez-vous à mon
info lettre mensuelle!